

Éléments de synthèse proposés par les animateurs / experts :**Constats**

Nous évoluons dans une société de facilité créée par l'abondance d'une énergie peu chère. En conséquence, les territoires et citoyens sont aujourd'hui déresponsabilisés des questions énergétiques. Cependant, des contraintes avérées (raréfaction des ressources et augmentation du prix des énergies, augmentation de l'effet de serre) font que l'ère de l'énergie facile est aujourd'hui terminée, et nous poussent à l'action.

Pour lutter contre cette déresponsabilisation, inverser la tendance et amorcer la transition énergétique, un lien et une compréhension entre les consommations énergétiques (et autres éléments de la vie quotidienne) et les impacts négatifs induits doivent dans un premier temps être rétablis, et ce à toutes les échelles (des territoires aux citoyens). Cette appropriation des enjeux par tous ne fera que faciliter la mise en œuvre de la transition.

La transition - énergétique en l'occurrence - est une notion « systémique » impactant toutes les composantes de la vie quotidienne (urbanisme, transports, logements, usages, équipements, comportements, métiers ...) constituant une véritable révolution culturelle dans nos modes de réflexion et d'action. Bien pilotée, elle crée un cercle vertueux : emplois locaux et non délocalisables (+ 700 000 emplois nets en 15 ans selon Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement / Négawatt), retombées économiques sur le territoire, meilleure solvabilité des acteurs par une baisse de la facture énergétique, etc...

Que faut-il faire ?

En préalable, il faut souligner qu'au progrès technique doit impérativement être associée la composante sociale (adhésion, compréhension, formation tout au long de la vie, etc.) pour favoriser l'appropriation des enjeux et technologies, et ainsi dépasser les résistances sociologiques au changement.

La démarche Négawatt (www.negawatt.org) s'applique à tous les niveaux de l'organisation de notre société et dans nos comportements individuels (dont les consommations énergétiques, mais pas seulement !).

Elle débute par la sobriété (énergétique, mais pas seulement...), notion comportementale et non technique très importante sans laquelle la transition ne sera pas possible :

- réflexion sur les besoins, à tous les niveaux de la société ;

.../...

- adaptation des équipements aux usages (transports, infrastructures diverses, équipements techniques du bâtiment, etc.) ;
- enfin une sobriété d'utilisation et d'usage vis-à-vis de ces divers équipements ;

Ensuite, ou de façon concomitante, le travail sur l'efficacité énergétique est essentiel : il s'agit de limiter les pertes énergétiques (par exemple, isoler thermiquement les bâtiments), et améliorer les rendements (utiliser des équipements efficaces).

Enfin, l'utilisation intelligente des énergies renouvelables est nécessaire pour substituer tout ou partie des consommations résiduelles.

Appliquée au niveau territorial, cette démarche serait la suivante :

- identifier les besoins par usage, pour remonter à une stratégie énergétique basée sur la sobriété et l'efficacité énergétique ;
- mieux connaître les ressources énergétiques locales afin de mieux les exploiter en cohérence avec les besoins locaux. C'est finalement l'analyse du « métabolisme énergétique local » ;
- favoriser les échanges et les solidarités entre territoires, inégaux devant les ressources énergétiques locales.

Comment enclencher la transition ?

La transition doit d'abord être impulsée au plus haut niveau de l'Etat : nous avons besoin de mesures politiques fortes, d'un Etat fort qui régule, d'une fiscalité écologique intelligente et de la création d'une Haute Autorité de la Transition Energétique qui pose clairement les « règles du jeu ».

Ensuite, le rôle des Régions et des territoires doit être reconsidéré, notamment via l'acquisition de compétences dans le cadre de Plans de Transition Energétique et le développement d'expérimentations locales.

Pour finir (ne serait-ce pas plutôt la première marche de la transition ?), par la base, avec les citoyens, qui « font » la consommation et peuvent impulser la transition à travers leurs actions quotidiennes. C'est sûrement le levier le plus important.

Le coût de la transition énergétique

La question n'est pas celle du coût de la transition énergétique pour notre société, mais plutôt celle du surcoût du « laisser-faire ».

.../...

Points forts identifiés :

- début de prise de conscience collective (territoires et citoyens) des enjeux liés à la transition énergétique ;
- courage politique et institutionnel existant chez les élus et décideurs locaux ;
- capacité des acteurs locaux à se réapproprier la question énergétique et à mettre en œuvre ;

Freins identifiés :

- financement de la transition ;
- idéologiques, notamment via l'inertie des acteurs institutionnels et industriels ;
- conflits d'usage sur les filières énergétiques (on citera pour exemple la ressource bois et ses divers débouchés, dont le bois-énergie).

Leviers identifiés pour généraliser les solutions :

- création d' un contexte favorable au changement : proximité, confiance, crédibilité ;
- transparence de l'action publique ;
- participation nécessaire des acteurs, notamment de la population en cas de projet public ;
- redistribution de la rente des projets sur le territoire ;
- ne pas opposer l'action publique aux initiatives privées, à condition qu'elles permettent des retombées locales ;
- pilotage souple de la transition et du rythme de développement des filières énergétiques : nécessité d'un scénario qui fournit un rythme, via un objectif et une trajectoire ;
- trouver le bon rythme pour la transition énergétique pour une bonne assise et visibilité des acteurs locaux (notamment les industriels et les PME).

Propositions des collectivités et acteurs locaux en perspective de Rio+20 :

- revaloriser le rôle des acteurs locaux dans la transition énergétique ;
- sortir du nucléaire.

Verbatim :

« La transition, c'est possible, et c'est maintenant ».

« L'énergie n'est pas vraiment un problème technique, mais politique ».

« Soyons transparents : quel est le vrai coût de la filière nucléaire ? » (NDLR : sur toute la filière : remise à niveau, démantèlement, gestion des déchets, etc.).

.../...